



## Anticiper le passage à la M57 en 2022-2023

### Présentation et objectifs de la formation :

La M57, nouveau référentiel budgétaire et comptable, en cours de déploiement, a pour ambition d'unifier les structures comptables pour l'ensemble des collectivités.

Si un certain nombre de collectivités l'ont déjà mis en place, il n'en reste pas moins que sa généralisation à l'ensemble du secteur public local au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2024 engendrera des chantiers importants pour les collectivités territoriales et une adaptabilité de leurs règles de gestion à cette nouvelle instruction.

Il est important de pouvoir évaluer les travaux préparatoires afin de prendre en compte des considérations techniques et organisationnelles, telles que la planification du projet, la mise en place de tables de correspondance entre les différentes nomenclatures comptables (les comptes en M57 étant plus détaillés que dans les autres nomenclatures), la gestion des interfaces avec les autres logiciels (notamment le logiciel de paye), et l'information des utilisateurs.

### Acquisition de compétences :

- ✓ La M57 : nouvelles règles en matière budgétaire et comptable ;
- ✓ Evaluer la nécessaire refonte de l'architecture comptable et financière de la collectivité ;
- ✓ Enjeu technique lié au changement de nomenclature et à une transposition de toutes leurs lignes budgétaires en M57.

**Cette session aura lieu en distanciel le  
COCHER une SESSION**

Date	Horaire	Choix
<b>Mercredi 4 mai 2022</b>	14h-17h	
<b>Jeudi 12 mai 2022</b>	18h-21h	
<b>Mardi 24 mai 2022</b>	9h-12h	

*un lien Zoom sera envoyé la veille de la formation*

ELU Prénom NOM :		<b>Cachet de la collectivité</b>
Mandat :		
Adresse mail :		
Téléphone portable :		
Collectivité à facturer :		
Prix payé par élu :		

Document tenant lieu de convention à retourner à Solutions Citoyennes :  
[contact@solutionscitoyennes.fr](mailto:contact@solutionscitoyennes.fr)



## LE DROIT À LA FORMATION DES ÉLUS

**La formation des élus est un droit individuel reconnu dans le Code général des collectivités territoriales.** Elle concerne tous les élus municipaux, départementaux ou régionaux, tous les délégués au sein des EPCI à fiscalité propre, majoritaires ou minoritaires, membres de l'exécutif ou non.

**Des crédits obligatoires - un droit au débat et à l'information :** Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la collectivité, fixés entre 2% et 20% du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus. Un tableau récapitulatif des actions de formation des élus financées par la commune est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal.

Les frais de formation comprennent : frais de déplacement ; frais de séjour ; frais d'enseignement ; compensation de la perte éventuelle de revenu.

**L'agrément ministériel :** Seuls les organismes bénéficiant de l'agrément du Ministère en charge des collectivités territoriales peuvent dispenser des formations pour les élus. C'est le cas de Solutions Citoyennes.

### Pour s'inscrire à une formation :

Remplir le bulletin de participation en y faisant figurer le prix de la formation (voir grille ci-dessous) et en faisant apposer le cachet de la collectivité. Ce bulletin validé est à retourner par mail à Solutions Citoyennes (contact@solutionscitoyennes.fr), il nous permet de facturer.

### On peut si nécessaire faire une lettre au Maire ou au Président de l'EPCI :

« Madame, Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous informer que je participerai à une formation des élus le ..... à .....

Cette formation est assurée par Solutions Citoyennes, 4 rue des Minimes, 60200 Compiègne, (organisme de formation agréé par le ministère en charge des collectivités territoriales), et qui adressera à la Mairie la facture correspondante, sur la ligne budgétaire 6535.

Veuillez agréer, ..... »

### TARIFS PAR SESSION PRIX TTC

Collectivité	
moins de 1 000 habitants	70 €
1 000 à 4 999 habitants	150 €
5 000 à 19 999 habitants.	250 €
20 000 à 39 999 habitants.	300 €
40 000 à 49 9999 habitants	360€
50 000 à 99 9999 habitants	400 €
100 000 à 199 9999 habitants	600 €
Plus de 200 000 habitants	680 €

